

Minute, n° 2013/526

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE METZ

N° de la procédure I. 1877/13
BKN/MF

JUGEMENT EN LA FORME DES RÉFÉRÉS
DU 30 JUILLET 2013

1ère Chambre Civile

I PARTIES

DEMANDEUR :

Le Comité d'Etablissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY dont le siège social est sis 5, rue Victor Jacob à 57000 METZ, représenté par son représentant légal,

représenté par M° MUNIER, avocat à THIONVILLE

DÉFENDERESSE :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français, EPIC, prise en la personne de son représentant légal pour ce domicilié au sein de la Direction Régionale Lorraine, 1 rue Henri Maret à 57000 METZ;

représentée par M° Jean-Charles SEYVE, avocat à METZ

II COMPOSITION DU TRIBUNAL

Président : **Bernard KEIME ROBERT HOUDIN** statuant en la forme des référés
Greffier : **Mme LECLERCQ**

Après audition le 9 juillet 2013 des avocats des parties.



III PROCÉDURE

Vu l'assignation délivrée, le 28 mai 2013, par le Comité d'établissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY ;

Vu les conclusions déposées, le 25 juin 2013, par la S.N.C.F. ;

Le Comité d'établissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY fait valoir que la S.N.C.F. a décidé de la fermeture de l'unité opérationnelle d'essieux de MONTIGNY-LES-METZ (57) ; que dans ce cadre, le comité d'établissement régional a été consulté sur le devenir du personnel travaillant dans cette unité ; il précise que le 28 mars 2013, ce comité a décidé, à l'unanimité des membres, la tenue d'une commission économique mais le Président de ce comité n'a pas voulu la réunir ; par la suite, le 25 avril 2013, le comité a demandé une expertise économique ; le Directeur régional Lorraine de la S.N.C.F. a répondu qu'elle pouvait être réalisée, mais sur le fondement de l'article L. 2325-41 du Code du Travail, c'est-à-dire rémunérée par les soins du comité.

Devant le refus de la direction de la S.N.C.F. de donner suite à une expertise économique, le comité sollicite la désignation d'un expert-comptable en application de l'article L. 2325-35 du Code du Travail.

La S.N.C.F. s'oppose à cette demande faisant valoir que les dispositions de l'article L. 2325-35 du Code du Travail prévues en cas de licenciement économique ne s'appliquent pas en l'espèce, la fermeture de l'unité opérationnelle d'essieux de MONTIGNY-LES-METZ (57) n'entraînant aucun licenciement mais des reclassements ; par ailleurs, le comité avait le pouvoir de réunir à son initiative une commission économique facultative, ce qu'il n'a pas fait ; enfin, elle souligne que le comité a disposé à trois reprises d'informations précises sur le devenir du personnel travaillant dans cette unité opérationnelle et que le C.H.S.C.T. de MONTIGNY-LES-METZ a été consulté et associé à la démarche de reclassement des agents.

CECI ÉTANT EXPOSÉ

Attendu que la S.N.C.F. possède trois ateliers de maintenance d'essieux de fret situés à :

- TERGNIER (Technicentre Picardie)
- NÎMES - COURBESSAC (Technicentre Languedoc Roussillon)
- MONTIGNY-LES-METZ (Technicentre Lorraine) ;

Que ces ateliers assurent la maintenance des essieux du parc S.N.C.F. ou de ses filiales et des propriétaires exploitant ou loueurs de wagons entretenus sous le système de maintenance S.N.C.F. ; que depuis plusieurs années, ces ateliers connaissent une baisse de charges, tout spécialement celui de MONTIGNY-LES-METZ ; aussi, la S.N.C.F. a décidé sa fermeture et



parallèlement a formé le projet de s'associer avec GHH-VALDUNES pour créer une société commune afin de mutualiser leurs charges dans le cadre de la maintenance des essieux ferroviaires ; que cette société aurait été implantée à MONTIGNY-LES-METZ et le personnel dont les postes étaient supprimés aurait pu être mis à disposition de cette nouvelle structure ; que le nombre d'agents ayant manifesté leur intérêt par cette nouvelle structure étant insuffisant, ce projet de création d'une nouvelle société a été abandonné ;

Attendu que le 17 avril 2012, ce projet initial de fermeture de l'U.O. Essieux et, parallèlement, de création d'une société commune avec GHH-VALDUNES a été soumis à la consultation du comité central d'entreprise ; que par ordonnance du 2 octobre 2012, le Juge des référés a ordonné l'inscription de ce projet à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité d'Établissement Régional pour consultation ; que ce projet a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion du 29 octobre 2012 ; que parallèlement et auparavant, le 28 juin 2012, le C.H.S.C.T. du Technicentre Lorraine, site de MONTIGNY-LES-METZ, a été informé du projet de création de filiale avec GHH-VALDUNES et a été consulté sur les conséquences en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail liées à la suppression de l'U.O. Essieux ;

Attendu qu'à la suite de l'abandon du projet de filiale commune et de la décision de fermeture de l'unité opérationnelle d'essieux de MONTIGNY-LES-METZ, le Comité d'Entreprise Régionale a été informé des conséquences de la fermeture de cette unité opérationnelle le 28 mars 2013 ; qu'au cours de cette réunion, le comité a souhaité la réunion de la Commission économique sur ce dossier et le Président a pris note de cette demande, mais a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de réunir cette commission à l'initiative de l'entreprise ; qu'il convient de constater seulement que cette commission économique n'a pas été réunie ; que le tribunal n'est pas saisi du point de savoir si cette commission économique facultative selon les termes de la S.N.C.F. peut ou doit être réunie à l'initiative du comité ou du seul Président, selon l'interprétation différente faite par le demandeur et la défenderesse ; que le 25 avril 2013, le comité a voté une motion demandant une expertise économique concernant la fermeture de l'U.O. Essieux de MONTIGNY-LES-METZ ; que le 2 mai 2013, le Directeur régional de Lorraine a écrit au secrétaire du Comité d'Entreprise Régionale Lorraine que cette demande d'expertise pouvait être réalisée, mais dans le cadre de l'article L. 2325-41 du Code du Travail précisant que le comité d'entreprise peut faire appel à tout expert rémunéré par ses soins pour la préparation de ses travaux ; que le 30 mai 2013, le comité d'établissement a encore été consulté sur les conséquences de la fermeture de l'U.O. Essieux de MONTIGNY-LES-METZ ;

Attendu que c'est dans ce contexte que le Tribunal a été saisi d'une demande de désignation d'un expert-comptable sur le fondement de l'article L. 2325-35 du Code du Travail ;

Attendu que l'article L. 2325-35 du Code du Travail prévoit que :

"Le comité d'entreprise peut se faire assister d'un expert-comptable de son choix :

1° En vue de l'examen annuel des comptes prévu aux articles L. 2323-8 et L. 2323-9 ;



- 2° En vue de l'examen des documents mentionnés à l'article L. 2323-10, dans la limite de deux fois par exercice ;
- 3° Dans les conditions prévues à l'article L. 2323-20, relatif aux opérations de concentration ;
- 4° Dans les conditions prévues aux articles L. 2323-78 et suivants, relatifs à l'exercice du droit d'alerte économique ;
- 5° Lorsque la procédure de consultation pour licenciement économique d'au moins dix salariés dans une même période de trente jours, prévue à l'article L. 2323-30, est mise en oeuvre."

Attendu qu'ainsi la possibilité pour le comité d'entreprise de se faire assister par un expert-comptable est prévue dans des cas limitativement et précisément énumérés par l'article L. 2325-35 du Code du Travail ;

Attendu que contrairement à ce que soutient le Comité d'établissement des Cheminots de la région de METZ-NANCY, la fermeture de l'U.O. Essieux entraînant le reclassement des agents de cette unité opérationnelle n'est pas assimilable à une procédure de licenciement économique prévue par l'article L. 2325-35 du Code du Travail ; qu'aucun licenciement pour motif économique n'est envisagé par la S.N.C.F. qui n'a initié aucune procédure de ce type sur ce site ; que la fermeture de l'unité opérationnelle de MONTIGNY-LES-METZ conduira à des suppressions de poste entraînant non des ruptures de contrat de travail, mais des reclassements des agents au sein de la S.N.C.F. ; qu'il convient de noter, par ailleurs, qu'à chaque séance du comité d'établissement, le directeur des ressources humaines a informé le comité de l'avancement des mesures de reclassement des agents ; que le 30 mai 2013, un bilan des reclassements a été communiqué aux membres du comité ; que parallèlement, lors de la réunion du C.H.S.C.T. du 19 mars 2013, une méthodologie de suivi des agents a été entérinée par les membres de ce comité ; que la demande formée par le Comité d'établissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY de recourir à un expert-comptable ne rentre pas dans les dispositions prévues de l'article L. 2325-5 du Code du Travail ; qu'elle sera rejetée ;

Attendu que la nature de l'affaire et l'équité commandent de ne pas faire application de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

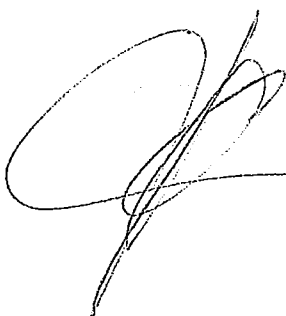
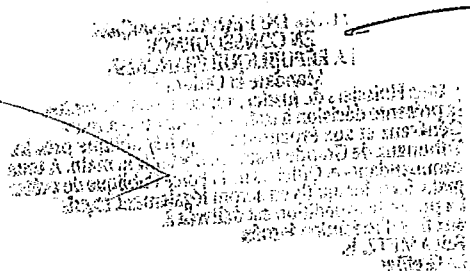
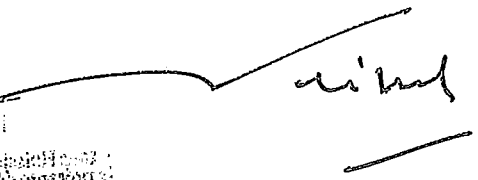

Rejetons les demandes formées par le Comité d'établissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY ;

Déboutons la S.N.C.F. de sa demande formée sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;



Condamnons le Comité d'établissement des Cheminots de la Région de METZ-NANCY aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au greffe le 30 juillet 2013 par M. KEIME ROBERT HOUDIN, Président, assisté de Mlle LOMONT, Greffier.

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le Greffier





AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
EN CONSÉQUENCE
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mandate et Ordonne :

A tous Huissiers de Justice, sur ce requis, de mettre
la présente décision à exécution. Aux Procureurs
Généraux et aux Procureurs de la République près les
Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main. A tous
commandants et Officiers de la Force Publique de prêter
main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
La présente expédition est délivrée à
aux fins d'exécution forcée.
Fait à METZ, le

Le Greffier



31/12/2013

la Société Nationale des Chemins de Fer
Français (SNCF).